



A Goma, lieu d'intervention privilégié des ONG humanitaires en Afrique

Théâtre d'une des principales crises humanitaires d'Afrique, l'est du Congo-Kinshasa concentre petites et grandes ONG. Chacune dans son domaine a son poids

GOMA

De notre envoyé spécial

Province la plus instable de République démocratique du Congo (RDC), le Nord-Kivu est un lieu d'intervention privilégié pour les ONG internationales, notamment celles spécialisées dans l'humanitaire d'urgence. Les affrontements entre les groupes rebelles, principalement hutus et tutsis, et l'armée nationale appuyée par les casques bleus de l'ONU, provoquent des déplacements massifs de population. L'ONU a recensé 800 000 personnes ayant quitté leurs foyers depuis décembre dernier.

Pour Marine Le Page, coordinatrice urgence de l'ONG Solidarités, l'une des plus massivement impliquées au Nord-Kivu, « *ici, les besoins sont si énormes qu'il n'y a pas à se poser de questions* ». Mais, ajoute-t-elle « *il faut rester vigilant sur l'aspect "rouleau compresseur" de l'humanitaire* ». Association de taille moyenne, Solidarités pèse lourd en RDC, puisqu'elle est active dans toutes les provinces bordant la frontière orientale. Elle s'insère dans le système des « clusters » (compartiments) mis en place par l'ONU pour coordonner le travail des ONG.

Le programme phare de Solidarités au Nord-Kivu, c'est de combler dans un bref délai les besoins essentiels des populations déplacées (eau potable, assainissement)

avant que des épidémies ne se déclarent. Sa compétence dans ce domaine lui vaut des financements importants, notamment de l'Unicef et d'Echo, le fonds européen destiné aux urgences humanitaires. Pour ces gros bailleurs de fonds, qui ouvrent rarement leur bourse pour moins de 100 000 ou 200 000 €, Solidarités est un partenaire idéal. Mais la dépendance qui en découle n'est-elle pas un risque? « *Ce qui peut être handicapant, c'est la lourdeur des procédures* », assure Marine Le Page.

La focalisation des grosses ONG sur l'urgence a tendance à énerver le plus petit des acteurs non gouvernementaux français présents au Nord-Kivu.

Personnel nombreux (400 Congolais et 38 expatriés rien que pour le nord-est de la RDC), flotte de 4x4 avec chauffeurs (les expatriés ne conduisent pas), Solidarités possède certains attributs collant aux images préconçues sur l'humanitaire. Nécessaire, selon l'ONG, dans son domaine d'intervention qui demande des filières d'approvisionnement massives. Par exemple lors de l'installation d'un double camp de déplacés à Mugunga (à 15 km de Goma, la capitale provinciale), qui a rapidement accueilli près de 30 000 personnes.

Cette focalisation des « grosses » ONG sur l'urgence a tendance à énerver le plus petit des acteurs non gouvernementaux français

présents au Nord-Kivu. « *Où sont les ONG de développement? s'interroge William Guyot, chef de projet à Solidarité et développement rural (Soderu). Les ONG d'urgence veulent rester dans l'urgence alors qu'il y a un travail de fond à faire.* » Association créée en 1992, gérée par des bénévoles, Soderu mène des projets lourds d'infrastructure et de réfection de routes au Nord-Kivu, financés par l'Union européenne. Ils sont menés par trois expatriés, une soixantaine de Congolais à temps complet et environ 400 journaliers. Pour William Guyot, le statut de petite structure n'est en rien un handicap sur le plan de la fiabilité. « *Les comptes sont vérifiés par des cabinets d'audit internationaux. Quant aux projets eux-mêmes, ils sont contrôlés par des experts sur place pour le compte des bailleurs.* » Peu de place, donc, pour des dérives éventuelles.

« *Il y a des hurluberlus* », reconnaît un membre du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha). Telle petite ONG allemande s'escrime à réparer une route servant de champ de bataille, telle association italienne en faveur de l'éducation intervient dans la zone la plus chaude. Mais le contexte violent, qui se traduit par des agressions contre les humanitaires, a plutôt un effet repoussoir, y compris sur certaines grosses ONG mondiales telles que Care ou Oxfam. « *À proximité de Goma, tout est bien géré, reconnaît un responsable onusien. Mais assister les personnes non déplacées doit aussi faire partie des priorités. Comme trouver des intervenants pour combler les besoins vitaux de populations enclavées à trente heures de route de la ville.* »

LAURENT D'ERSU